



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille dix, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
9 Février 2011, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	5
Nombre de Conseillers présents	:	22
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	3 Février 2011
Date d'affichage du compte-rendu	:	16 Février 2011

Étaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD (pour les points 1 et 2), Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, M. Bruno TREMAUDAN, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

Absents excusés : Mme Pierrette HUET, Mme Joëlle COLLIN, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET

Absent non excusé : M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : Mme HUET à Mme DAUCE, Mme COLLIN à Mme DELAHAIS, Mme CHAMPAGNAY à Mme QUEVERT, Mme MOREL à M. NOEL, Mme MARCHAND à Mme BEAUDOUIN.

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Odile DELAHAIS, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 11-01) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 11-02) Réaménagement du camping pour l'accueil de résidences de loisirs
- 11-03) Projet d'extension de l'école maternelle – Avenue des Erables
- 11-04) Création d'une salle de sport – Consultation Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)
- 11-05) Centre-ville 4^e tranche – Consultation pour l'étude préliminaire des réseaux
- 11-06) Pôle intermodal – Maîtrise d'œuvre – Attribution
- 11-07) Avenue de Waldmünchen – Numérotation
- 11-08) Espace Malouas – Consultation de maîtrise d'œuvre pour rénovation partielle des locaux
- 11-09) Restructuration du presbytère – Validation du projet
- 11-10) Médiathèque - Avenants
- 11-11) Requalification de la voirie urbaine – Programme 2010 – Avenant
- 11-12) Tarifs halte-garderie – Information
- 11-13) Contrat Enfance Jeunesse MSA
- 11-14) Accueil de loisirs – Convention entre l'UFCV et la Commune de Combours
- 11-15) Convention FEVILDEC – Indemnisation des Piégeurs
- 11-16) Répartition des produits des amendes de police – Dotation 2010 – Programme 2011
- 11-17) Relocalisation de la Clinique – Raccordement EU, EP, AEP et Eclairage Public – Attribution des marchés
- 11-18) Dédoublage de la conduite d'adduction d'eau potable entre le site de production de la Gentière et le réservoir de Bel Air – Consultation de maîtrise d'œuvre
- 11-19) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 11-20) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

11-1) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE-APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION- MODIFICATION DE L'ORDRE DE PRESENTATION D'UN POINT DE L'ORDRE DU JOUR.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame DELAHAIS Odile, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 8 décembre 2010 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur LE BESCO demande également au Conseil Municipal de se prononcer sur la modification de l'ordre de présentation d'un point inscrit à l'ordre du jour ; ce qui est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

11-2) REAMENAGEMENT DU CAMPING POUR L'ACCUEIL DE RESIDENCES DE LOISIRS

Rapporteur : Monsieur Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de redynamiser le camping en répondant à la demande croissante en matière d'accueil de mobil homes, la Municipalité a étudié avec la Commission « actions économiques et touristiques » la possibilité de réaliser des emplacements viabilisés aptes à recevoir ce type de structures.

Il rappelle que le camping municipal dispose actuellement de 101 emplacements destinés à recevoir des caravanes et des tentes.

Pour accueillir un mobil home, un emplacement entre 150 et 180 m² est préconisé, soit sensiblement la superficie de 2 emplacements du camping actuel.

- Considérant les possibilités d'extension de celui-ci sur une partie en prairie non aménagée d'environ 3200 m²,
- Considérant que la capacité d'accueil de celui-ci dans son état actuel est supérieure aux demandes d'emplacements pour le camping « traditionnel » et ce sur une saison touristique extrêmement courte,
- Considérant que l'installation de mobil homes répond non seulement à une demande mais aurait également des retombées économiques et touristiques sur la vie locale pendant une période d'accueil élargie (environ 6 mois)
- Considérant les contraintes techniques, et conformément au plan de composition annexé, un projet de réaménagement du camping actuel a été élaboré avec, en substitution à 28 emplacements supprimés, création de 27 emplacements pour mobil homes.

L'estimatif des travaux fait apparaître un coût de réalisation de 98 732.05 € TTC, réparti en 3 lots distincts, à savoir :

- Terrassement – Voirie
- Réseau Eaux Usées
- Réseaux souples (AEP, Electricité, Eclairage Public)

Monsieur HIGNARD informe le Conseil Municipal que la commission « actions économiques et touristiques », réunie le mercredi 19 janvier 2011, a émis un avis favorable à ce projet qui maintient globalement la capacité d'accueil du camping communal. Cette même

commission a également souhaité que ce réaménagement n'altère pas le classement actuel du camping. Compte tenu de la réforme du classement des campings qui sera mise en application en 2012, le Groupement d'Intérêt Touristique (G I T) vérifie actuellement ce point.

Monsieur HIGNARD précise également, qu'ultérieurement, un règlement spécifique à l'accueil de ces habitations de loisirs (tarif des emplacements incluant ou non les flux, durée de location, aspect esthétique, etc...) sera étudié et devra s'inscrire dans le règlement général du camping, lui-même adapté.

Compte tenu de l'estimatif des travaux, le choix de la procédure pour la consultation des entreprises est la procédure adaptée.

Monsieur HIGNARD propose ensuite au Conseil Municipal

- D'approuver ce projet.
- D'autoriser Le Maire à lancer l'appel d'offres du marché de travaux selon la procédure adaptée.
- D'inscrire la dépense aux budgets primitifs 2011
- De solliciter les aides:
 - de la Communauté des Communes Bretagne Romantique (contrat de territoire)
 - du Syndicat Départemental d'Energie
 - l'ANCV (l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances)
 - du GIT

Après quelques interrogations de la part de Mmes SAUVEE et BEAUDOUIN, des précisions sont apportées sur les dispositions concernant la location des emplacements aux particuliers.

Entendu l'exposé de MONSIEUR HIGNARD et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 24 voix »Pour » et 3 abstentions, ADOPTE les propositions énoncées ci-dessus.

Monsieur HIGNARD quitte la séance

11-3) PROJET D'EXTENSION DE L'ÉCOLE MATERNELLE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO fait part au Conseil municipal des constatations suivantes :

- Les locaux de l'école maternelle sont trop exigus pour faire face à l'accroissement du nombre d'enfants scolarisés chaque année. L'école accueille 180 enfants dans six classes, soit une moyenne élevée de 30 enfants par classe.
- Le bâtiment se compose de six salles de classe (dont une d'une superficie inférieure à 50 m²), une salle de restauration avec office, une salle de motricité (qui accueille la

garderie périscolaire matin et soir), un dortoir attenant à une des classes, ainsi que des sanitaires. En outre, deux préfabriqués installés dans la cour pour l'un, et à l'arrière du bâtiment pour l'autre, servent de salle des maîtres et de second dortoir.

Il informe l'Assemblée délibérante que les membres des commissions « Bâtiment - Développement durable » et « Enfance – Enseignement – Culture » se sont rendus dans les locaux de l'école le 14 décembre 2010 afin de bien apprécier la nature et les contraintes du site. Ils se sont réunis ensuite avec le directeur de l'école, M. Didier L'Hôte, et des représentants de parents d'élèves, membres du conseil d'école, pour définir les besoins à satisfaire et envisager les solutions d'extension.

Les besoins recensés sont :

- la création de 2 classes supplémentaires
- la création de 80 places de dortoir, avec une modulation pour permettre des espaces d'une taille correspondant à 20 enfants
- des locaux techniques et un vestiaire pour le personnel municipal

Compte tenu des besoins exprimés, il apparaît nécessaire de prévoir une extension qui pourrait accueillir 2 nouvelles classes et les dortoirs. Ces nouvelles classes pourraient être affectées en priorité aux plus petits du fait de la proximité des dortoirs.

Vu la faible emprise au sol disponible, l'extension envisagée pourrait se faire sur deux niveaux, avec prise en compte des contraintes de sécurité et d'accessibilité. Chacun des niveaux aurait une taille d'environ 180 m², soit un total de 350 à 400 m².

A ce stade, le projet nécessite de s'adjoindre les services d'un architecte.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser M. le Maire à lancer une consultation de maîtrise d'œuvre sous la forme d'une procédure adaptée,
- de solliciter les subventions auprès :
 - de la Région Bretagne
 - du Département d'Ille-et-Vilaine
 - de la Communauté de communes

étant rappelé que ces travaux sont éligibles à la DGE.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions énoncées ci-dessus.

11-4) CREATION D'UNE SALLE DE SPORTS – CONSULTATION ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (A.M.O.)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle par délibération en date du 15 décembre 2009 le conseil municipal a été informé qu'une étude de principe était lancée concernant la création d'une salle de basket.

Par délibération en date du 7 avril 2010, le conseil municipal a aussi été informé de la réalisation d'un plan topographique dans le secteur U L jouxtant le camping.

Le développement du karaté à Combourg, ainsi que l'étude du cœur d'ilot Médiathèque/CCAS/Pôle Culturel impactant le local de judo, ont amené cette étude à intégrer également ces 2 activités.

Après différentes rencontres et commissions, les besoins des 3 fédérations ont été établis, et différentes hypothèses de distribution étudiées.

Plusieurs réalisations ont été visitées, et différentes dispositions constructives étudiées.

Il ressort, en terme de surface les besoins suivants :

- Basket : environ 1000 m²
- Judo : environ 350 m²
- Karaté : environ 350 m²
- Espaces communs : environ 150 m²

Soit un total d'environ 1850 m² utiles (avec une marge de 10 à 15%).

Il convient également d'intégrer la réalisation des espaces extérieures, soit environ 50 places de stationnement ainsi que les voies d'accès afférentes à partir de l'avenue de Waldmünchen.

L'emplacement pressenti pour cette opération pourrait se situer à proximité des terrains de tennis.

Afin de mener à bien cette opération, il convient de s'adjoindre les compétences d'un Assistant à Maitrise d'Ouvrage pour l'étude de faisabilité de l'opération dans les secteurs pressentis, la rédaction du programme, des pièces de la consultation de maîtrise d'œuvre et de l'assistance au choix de ce dernier.

En effet, le programme, approuvé par le maître d'ouvrage, est un document-clef et contractuel servant de support pour la formalisation des objectifs de l'opération, des contraintes et des exigences à prendre en compte.

Ce document permet au maître d'œuvre d'avoir les éléments nécessaires lui permettant d'élaborer un projet.

Ces éléments, outre l'expression par le maître d'ouvrage de ses ambitions générales par rapport au projet, portent notamment sur :

- les besoins des futurs utilisateurs du bâtiment public,
- le principe de fonctionnement du bâtiment public (qualité technique et qualité d'usage),
- les contraintes liées au projet,
- les exigences du Maître d'ouvrage en termes de maintenance et d'exploitation du bâtiment public (notion de coût global).

Le programme est un cadre de référence pour l'élaboration du projet et un outil de communication entre les différents acteurs du projet. Il ne doit pas être figé, afin de permettre le plein exercice de la conception, dans le respect des enjeux de la maîtrise d'ouvrage.

La construction d'un ouvrage doit satisfaire des objectifs et des besoins, en tenant compte des contraintes et des exigences en matière de qualité sociale, urbanistique, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, tant au niveau de sa réalisation qu'au niveau de son utilisation.

Les missions demandées dans le cadre de cette Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pourraient être les suivantes :

- Etude de faisabilité de l'opération sur les secteurs pressentis, après recueil des données.
- Elaboration du programme de l'opération.
 - Réunions avec les usagers, exploitants et groupe de travail municipal.
 - Définition de l'enveloppe prévisionnelle.
 - Détermination du mode de procédure (adaptée, formalisée, concours...)
- Dossier de consultation du maître d'œuvre :
 - Rédaction du cahier des charges de l'étude.
 - Rédaction du règlement de mise en concurrence.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'autoriser Le Maire à lancer la consultation d'assistance à maîtrise d'ouvrage telle que définie ci-dessus selon la procédure adaptée.

Lors des délibérés, des interrogations sont formulées à propos des raisons qui ont conduit au choix de ce regroupement d'activités sportives, de l'implantation de ce projet par rapport aux écoles, des possibilités de parking.... MM. LE BESCO et BADIGNON précisent qu'il ne s'agit que d'une étude de faisabilité déterminante pour définir les obligations structurelles d'un tel projet, son adaptabilité au site proposé et son coût.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 23 voix « Pour » et 3 abstentions, ADOPTE les propositions énoncées ci-dessus.

11-5) CENTRE VILLE 4^{ème} TRANCHE – CONSULTATION POUR L'ETUDE PRELIMINAIRE DES RESEAUX

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose qu'en continuité des aménagements précédents du Centre Ville, la Municipalité engage une réflexion sur l'aménagement du centre ville 4ème tranche comprenant :

- La Rue Chateaubriand
- La Place des Déportés
- La Place du Champ de derrière
- La Rue Sainte Barbe
- La Place Chateaubriand
- La Rue de la Butte en partie
- La Rue de l'Abbaye en partie
- La chaussée Dufort en partie
- La route de la Chapelle en partie

A cet effet, et afin de chiffrer le projet, il convient, dès à présent, d'engager une étude préliminaire en matière de réseaux.

Cette étude préliminaire a pour objet, suite à un état des lieux, de définir le nombre de propriétés (branchements) à prendre en compte, d'établir un schéma de principe de desserte par les réseaux (diamètre), de proposer des solutions adaptées, et d'établir une estimation des budgets prévisionnels.

Cette étude, portant sur les réseaux EU/EP et AEP, prendra appui sur les différents schémas directeurs et avis de la compagnie fermière.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'autoriser Le Maire à lancer la consultation selon la procédure adaptée.
- De donner pouvoir au Maire pour engager les démarches et signer toutes les pièces relatives au marché
- De solliciter une aide financière auprès de l'Agence de l'EAU

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, accepte ces propositions.

11-6) POLE INTERMODAL – MAITRISE D'ŒUVRE - ATTRIBUTION

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que par délibération en date du 8 Décembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé le lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre pour les aménagements des parkings, parvis et voiries d'accès de la gare de Combourg

A cet effet, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé au journal Ouest-France et à la plateforme e-mégalis, le 13 Décembre 2010.

32 DCE ont été retirés et 13 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au Lundi 17 Janvier 2011 à 12h00.

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le Lundi 17 Janvier après midi et l'analyse a ensuite été réalisée par les services techniques municipaux.

Il est précisé que ce marché porte sur une solution de base, et que les variantes ne sont pas autorisées.

Suite à la présentation de l'analyse, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mercredi 26 Janvier 2011 à 10h00, il a décidé d'entrer en négociation avec les 4 premiers candidats, suivant le classement proposé, par le biais d'une audition fixée le vendredi 4 février 2011.

Les candidats admis à négocier ont été enregistrés, par ordre de classement décroissant, sous les numéros suivants :

11 - ATELIER DU MARAIS - 50 Rue de Vitré - 35300 FOUGERES

5 - ATELIER BOUVIER ENVIRONNEMENT – ABE - 12 Allée de la Grande Egalonne - PA La Teillais - 35740 PACE

Et - a/LTA - Le Trionnaire Tassot - Architectes Urbanismes - 22 Avenue Henri Fréville - 35200 RENNES

7 - ATELIER DECOUVERTE - 42 Rue des Antilles - 35400 SAINT MALO

Et - INFRACONCEPT - 4 Rue Carrick on Shannon - 35510 CESSON SEVIGNE

6 – TECAM - 47-49 Rue Kléber - BP 80416 - 35304 FOUGERES Cedex

Le Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) s'est réuni le vendredi 4 février 2011 à 14 heures et, après audition et négociation, a émis un avis favorable à la candidature de :

**ATELIER DU MARAIS
50 RUE DE Vitré
35300 FOUGERES**

Pour un taux de rémunération fixé à 3.75 %.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-7) AVENUE DE WALDMUNCHEN - NUMEROTATION

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par plusieurs riverains habitant l'avenue de Waldmünchen qui souhaitent que leur rue soit numérotée en vue de faciliter la distribution du courrier, ainsi que l'accès des services de secours, cette rue comportant des résidents de même patronyme. De plus, les services de la Poste et du SMICTOM incitent les communes à mettre en place ce dispositif pour améliorer la qualité du service.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

Section AM n° 009	Madame Madeleine HENNINOT	N° 02
Section AM n° 011	Monsieur Victor LEFOUL	N° 04
Section AM n° 162	M. et Mme Benoit LABBÉ	N° 06
Section AM n° 013	Mme Pascale GEORGES	N° 08
Section AM n° 014	Mme Paulette CARN	N° 10
Section AM n° 112	M. et Mme Stéphane COUVERT	N° 12
Section AM n° 160 et n° 16	M. et Mme Georges POLIGNÉ	N° 14
Section AM n° 159	M. et Mme Lionel MARCHAND	N° 16
Section AM n° 093	M. Jacques GUILLERY	N° 18
Section AM n° 018p	Consorts GUITTON	N° 20
Section AM n° 018p	Consorts GUITTON	N° 22
Section AM n° 018p	Consorts GUITTON	N° 24
Section AM n° 144, 145, 157 et 158	M. et Mme Jean-Claude MARCHAND	N° 26
Section AM n° 143	M. et Mme Michel NARCE	N° 28
Section AM n° 081	M. et Mme Robert GAUTIER	N° 30
Section AM n° 428	M. Georges RONCIER LEMEE	N° 32

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

11-8) ESPACE MALOUAS – CONSULTATION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR RENOVATION PARTIELLE DES LOCAUX

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, dans un souci de pérennisation de l'espace Malouas, la municipalité a fait réaliser différents diagnostics :

- En 2009, bilan énergétique par le Conseil Général.
- En 2010, audit technique des structures bois par le cabinet EBA.

L'urgence, relevée par ces études, a amené à la réfection, en 2010, des toitures terrasses de l'ensemble, par l'entreprise SOPREMA de Rennes.

Par ailleurs, il ressort un besoin de travaux dans divers corps de métiers, nécessitant les compétences d'un maître d'œuvre en bâtiment afin de définir un programme pluriannuel d'intervention sur 2 ans, et un accompagnement de cette réalisation jusqu'à la réception des ouvrages.

Les principaux postes relevés sont :

- Une reprise partielle des ossatures bois extérieures.
- Le remplacement des menuiseries extérieures.
- La modification des organes de chauffages de ventilation et de régulation.

Les postes secondaires portent sur la couverture, l'isolation et les revêtements.

La programmation retenue est la suivante :

Année n° 1 – Salle moquette, vestiaires, bureau et Patio :

Salle moquette, vestiaires et bureau :

- remplacement des poteaux bois extérieurs existants.
- remplacement des menuiseries extérieures existantes.
- amélioration de l'éclairage (détecteurs dans les vestiaires, remplacement de l'éclairage de sécurité)
- optimisation de production eau chaude douches. (régulation, heures creuses, calorifugeage)
- isolation plafonds vestiaires, sols salle moquette et mur de l'ensemble.
- adaptation et optimisation de la ventilation aux besoins.
- remplacement des organes de chauffage électrique par de plus performants.

Enveloppe financière salle moquette, vestiaires, bureau: 50 000 € TTC

Patio :

- brochage des poinçons.
- renforcement des assemblages bois.
- remplacement des poteaux bois extérieurs existants.
- capotage des bois extérieurs après purge jusqu'au bois sain.

- remplacement des menuiseries extérieures existantes de la façade principale.
- amélioration de l'éclairage (remplacement et diminution des sources existantes, remplacement de l'éclairage de sécurité, éclairage extérieur)
- adaptation de la production eau chaude de la cafétéria (heures creuses, diminution du volume ECS – Eau chaude sanitaire).
- adaptation et optimisation de la ventilation aux besoins (modulateur en fonction de l'occupation dans WC du patio).
- prévoir double commande des évacuations WC.
- remplacement des organes de chauffage électrique par de plus performant comprenant une régulation.

Enveloppe financière Patio : 50 000 € TTC

Enveloppe financière globale année n° 1 = 100 000 € TTC

Année n° 2 – Rénovation complète de la salle de réunion.

- remplacement des poteaux bois extérieurs existants.
- obturation des lucarnes triangulaires (isolation, purge des bois contaminés, pose OSB, bardage ardoise)
- capotage des bois extérieurs.
- remplacement des menuiseries extérieures existantes.
- amélioration de l'éclairage (remplacement des néons existants, remplacement de l'éclairage de sécurité)
- rénovation des différents revêtements.
- adaptation et optimisation de la ventilation aux besoins (installation d'une ventilation double flux).
- remplacement des organes de chauffage électrique par de plus performant type radiant en plafond et de sa régulation (relance temporisée, température de consigne...).

Enveloppe financière globale année 2 : 100 000 € TTC

RECAPITULATIF

Désignation	Secteur	Superficie approchée	Enveloppe financière
Année n°1	Salle moquette, vestiaires et bureau Patio	310 m ²	50 000 € TTC
		425 m ²	50 000 € TTC
		735 m ²	100 000 € TTC
Année n°2	Salle de réunion	335 m ²	100 000 € TTC
TOTAL		1070 m²	200 000 € TTC

Il sera demandé au maître d'œuvre les missions suivantes :

- APS : avant projet sommaire
- APD : Avant Projet Détaillé
- PRO : Projet
- ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux
- EXE : Etudes d'exécution
- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux
- AOR : Assistance lors des opérations de réception.
- Rédaction des différentes demandes d'urbanisme (DP, PC...)

En raison de l'estimatif des travaux, le choix de la procédure pour la consultation des entreprises est la procédure adaptée.

Ce programme, présenté à la commission « finances, bâtiment et développement durable » du jeudi 20 janvier 2011, a obtenu un avis favorable de celle-ci.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce projet.
- D'autoriser Le Maire à lancer la consultation selon la procédure adaptée.
- D'engager un programme pluriannuel sur les budgets à venir.
- De solliciter les aides suivantes auprès :
 - du Conseil Général
 - de la Communauté des Communes Bretagne Romantique

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE ces propositions.

11-9) RESTRUCTURATION DU PRESBYTERE – VALIDATION DU PROJET

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle la délibération du 7 avril 2010 qui informait le Conseil Municipal que la maîtrise d'œuvre pour la restructuration du presbytère était confiée à Jean-François HUBERT.

Afin de réaliser cette étude, Monsieur Le Maire a attribué et signé les marchés en procédure adaptée suivants :

Objet	Nom de l'entreprise	Montant H.T	Montant TTC
COORDONNATEUR S.P.S.	IPAC CONSEIL APAVE EMERAUDE COORDINATION VERITAS	1 035.00 € 1 050.00 € 1 190.00 € 1 500.00 €	1 237,86 € 1 255,80 € 1 423,24 € 1 794,00 €
BUREAU DE CONTROLE	VERITAS APAVE DEKRA	2 314.00 € 3 300.00 € 2 800.00 €	2 767,54 € 3 946,80 € 3 348,80 €
DIAGNOSTIC AMIANTE ET PLOMB	INNAX DIAG IMMO SERVICES	348.00 € 384.62 €	416,21 € 460.00 €

Le projet vise à restructurer une partie du rez-de-chaussée et le 1^{er} étage du bâtiment. Pour rappel la surface totale utile des locaux est d'environ 375 m². Il n'est prévu aucune extension.

Le réaménagement concerne :

Au rez-de-chaussée :

La partie publique

- Revoir l'agencement de l'accueil, du bureau d'accueil, du local archives et du secrétariat, dans le but de créer une salle d'attente et un sanitaire accessible au public.
- accentuer la délimitation entre la partie accessible au public à la partie privative des prêtres.
- Il est à noter la sous-utilisation de la lingerie et le manque de stockage à proximité de la cuisine.

La partie privative

- Il est à noter l'inutilité actuelle de l'accès initial à proximité de l'escalier (présence de congélateur, frigo, etc...)
- création d'une « arrière cuisine », à vocation de stockage, de lingerie par la réduction de la surface du hall d'entrée,
- le maintien de la superficie de la salle à manger est souhaité

le 1^{er} étage :

- Amélioration thermique et phonique de l'ensemble (confortation des menuiseries, reprise de l'isolation, VMC...)
- Changement des revêtements des sols et des murs des chambres et appartement.
- Création de 2 appartements privatifs aux extrémités du bâtiment comprenant chacun 1 chambre, 1 bureau, 1 salle de bains et 1 sanitaire.
- Entre ces 2 appartements, aménagement de deux chambres, 1 salle de bains et 1 sanitaire commun

- Il conviendra également d'adapter l'aménagement aux arrivées et évacuation d'eau existantes.

Aménagement « extérieur » :

- Fourniture et mise en place de gouttières sur l'ensemble, y compris descente.

L'estimation des travaux fait état d'un coût global d'environ 110 000 € répartis sur 10 lots.

Il est précisé qu'une partie des travaux sera réalisée par les services techniques municipaux (maçonnerie : rampe accessibilité handicapés) et que la peinture de la partie privative des prêtres sera effectuée par les bénévoles.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le principe de cette restructuration
- d'approuver le projet de réaménagement tel qu'il a été exposé
- de valider l'A.P.D et l'estimation des travaux
- d'autoriser Le Maire à lancer la consultation selon la procédure adaptée.
- d'inscrire la dépense au Budget primitif 2011
- de solliciter l'aide financière :
 - du Conseil Régional au titre des petites cités de caractère
 - de la Communauté des Communes Bretagne Romantique

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents et représenté, Adopte ces propositions.

11-10) MEDIATHEQUE DU PÔLE CULTUREL INTERGENERATIONNEL - AVENANTS

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose que dans le cadre des travaux de la « **Médiathèque du pôle culturel** », marché à procédure adaptée :

L'entreprise **COREVA** de Noyal / Vilaine (35), titulaire du **lot n° 1 – Démolition-Gros Œuvre - Désamiantage** - a présenté un avenant en plus value (N°2) d'un montant de **6 003.80 € H.T** (représentant une augmentation de **3.1 %** par rapport au marché initial) relatif au:

- *Jointoiement de pierre façade cours sur le bâtiment existant*

L'entreprise **COREVA** de Noyal / Vilaine (35), titulaire du **lot n° 1 – Démolition-Gros Œuvre - Désamiantage** - a présenté un avenant en moins value (N°3) d'un montant de

1 348.30 € H.T (représentant une diminution de **0.47 %** par rapport au marché initial) relatif au :

- *Désamiantage de tuyaux*

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 10-124 du 28 septembre 2010, le Conseil Municipal avait été informé de l'avenant N° 1 de l'entreprise **COREVA**

Après les avenants **1 ,2 et 3**, le montant du marché initial de l'entreprise **COREVA** de **287 386.42 € H.T.** est porté à la somme de **294 941.92 € H.T. soit 352 750.54 € T.T.C.** (représentant une variation globale inférieure à 5 % par rapport au marché initial)

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-11) REQUALIFICATION DE LA VOIRIE URBAINE – PROGRAMME 2010 - AVENANT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal Dans le cadre des travaux de « **Requalification de la Voirie Urbaine – Programme 2010** » marché à procédure adaptée signé le 2 septembre 2010, l'entreprise **SACER** de Rennes (35), titulaire du marché - a présenté un avenant en plus value (N°1) d'un montant de **2 508.40 € H.T** (représentant une augmentation de **0.56 %** par rapport au marché initial) relatif au:

- *Travaux complémentaires de l'Avenue de la Libération*

Après l'avenant **N°1**, le montant du marché initial de l'entreprise **SACER** de **447 835.29 € H.T.** est porté à la somme de **450 343.69 € H.T. soit 538 611.05 € T.T.C.** (représentant une variation globale inférieure à 5 % par rapport au marché initial)

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-12) TARIFS HALTE GARDERIE – INFORMATION

Rapporteur : Mme Monique DAUCE, Adjointe

Madame DAUCE rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 10-160 en date du 8 décembre 2010, les tarifs de la Halte Garderie pour l'année 2011 ont été adoptés. Cette délibération indique que les tarifs plancher et plafond pour l'année 2011 seront communiqués en début d'année 2011.

La Caisse d'Allocations Familiales d'Ille et Vilaine a communiqué ces tarifs le 10 janvier 2011 :

Tarifs Plancher

Un forfait minimum de ressources est pris en compte : **588.41 euros** par mois, soit un montant annuel de **7 060.92 euros**.

Tarifs Plafond

Les revenus perçus par une famille sont plafonnés à **4 579.20 euros** par mois, soit un montant annuel de **54 950.40 euros** avant abattement.

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

11-13) CONTRAT ENFANCE JEUNESSE MSA

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT rappelle que par délibération n° 10-169 en date du 8 décembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé le renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) avec la CAF pour une période de 4 ans du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013. L'ancien Contrat Enfance Jeunesse incluait également l'engagement de la MSA.

Par délibération en date du 24 juin 2003, le Conseil d'Administration de la MSA d'Ille et Vilaine (désormais MSA Portes de Bretagne) a décidé de s'associer à la démarche de mise en œuvre des Contrats Enfance Jeunesse en partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales d'Ille et Vilaine et les Collectivités Territoriales. Elle souhaite conduire une politique volontariste en direction de l'enfance et de la jeunesse dans le respect du contrat existant avec la CAF en proposant un renouvellement de son contrat pour les années 2010 à 2013.

Le calcul de la prestation de service Contrat Enfance Jeunesse de la MSA sera basé sur un taux de cofinancement de 19.78 %. Elle prend en compte une population INSEE de 3 074 enfants et un nombre de jeunes allocataires MSA de 608.

La mise en place d'une structure multi-accueil de la petite enfance de 25 places sera prise en compte dans le CEJ quand les budgets de fonctionnement de ce service seront

connus. Il convient d'établir un avenant au cours du second semestre 2011 pour intégrer les éléments liés au financement du multi-accueil.

Aussi, Madame QUEVERT propose-t-elle au conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse avec la MSA Portes de Bretagne, pour une période de 4 ans allant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013.
- D'autoriser le Maire à signer le nouveau Contrat Enfance Jeunesse avec la MSA et tout document s'y rapportant

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte ces propositions.

11-14) ACCUEIL DE LOISIRS - CONVENTION ENTRE L'UFCV ET LA COMMUNE DE COMBOURG

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT rappelle que la commune de Combours administre un accueil de loisirs qui fonctionne durant les mercredis et les vacances scolaires. La gestion de cet accueil de loisirs est confiée à l'Union Française des Centres de Vacances (UFCV). La convention qui liait la commune et l'UFCV a expiré le 31 décembre 2010.

Une consultation a donc été lancée en octobre 2010 pour trouver un prestataire concernant :

- L'offre de base : l'accueil de loisirs des mercredis et des petites et grandes vacances scolaires pour les enfants de 3 à 12 ans
- L'option n° 1 : l'accueil de loisirs spécial pour les 9/13 ans

à compter du 1^{er} janvier 2011 et pour une période de trois ans.

Après analyse des candidatures par le Comité d'Analyse des Procédures Adaptées, réunie le 13 décembre 2010, l'offre de l'UFCV a été retenue pour l'offre de base.

Madame QUEVERT invite donc le Conseil municipal à confier à ce prestataire la mission de gérer et d'animer l'accueil de loisirs les mercredis, les petites vacances (à l'exception de celles de Noël) et les grandes vacances (à l'exception d'une fermeture de deux semaines au mois d'août).

Le montant prévisionnel annuel de la participation communale est évalué en fonction des estimations prévisionnelles de fréquentation des activités et s'élève à 75 900 € pour trois ans (pour mémoire, il s'élevait à 27 800 € en 2010 plus mise à disposition de personnels).

Le conseil municipal aura la possibilité de retenir l'option n° 1 (accueil de loisirs spécial pour les 9/13 ans) en cours d'année.

Madame QUEVERT propose au conseil Municipal :

- d'adopter la convention de partenariat avec l'U.F.C.V.
- d'autoriser le maire à signer ladite convention et tout document s'y rapportant.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-15) CONVENTION FEVILDEC – INDEMNISATION DES PIEGEURS

Rapporteur : M. LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle qu'en 2005, la commune de Combours a signé une convention avec la FEVILDEC (Fédération départementale de lutte contre les ennemis des cultures d'Ille et Vilaine) lui permettant l'accès à différents services et notamment au programme de lutte collective contre les ragondins et les rats musqués.

En 2009, ladite convention a été reconduite pour 4 années jusqu'en 2012.

Afin de lutter efficacement contre les ragondins et les rats musqués, la FEVILDEC fait appel, depuis de nombreuses années, à des piégeurs bénévoles utilisant leur véhicule personnel et passant de nombreuses heures pour aider au piégeage des ragondins et des rats musqués.

Le nombre de ragondins et de rats musqués ayant augmenté ces derniers mois, ils provoquent de nombreux dégâts dans les rives des lacs de Combours et les différents cours d'eau de la commune, Monsieur LEBRET propose au Conseil municipal de verser à la FEVILDEC une somme de 650 € afin que la fédération indemnise les piégeurs bénévoles intervenant sur la commune ; cette somme faisant l'objet d'une inscription budgétaire au BP 2011.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition

11-16) REPARTITION DU PRODUIT DES RECETTES DES AMENDES DE POLICE – DOTATION 2010 – PROGRAMME 2011

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que le Président du Conseil Général a sollicité les communes en vue de recueillir les propositions de travaux pouvant être retenues au titre de la répartition des recettes des amendes de police.

Les opérations susceptibles d'être éligibles sont celles qui répondent à une préoccupation de sécurité routière selon l'ordre de priorité :

1. Aires d'arrêt de bus en agglomération et sur voies communales, hors agglomération.
2. Plans de circulation (étude et travaux).
3. Parc de stationnement avec emplacements réservés aux handicapés selon législation en vigueur.
4. Feux de signalisation.
5. Signalisation horizontale (passages piétons en agglomération).
6. Aménagement de sécurité (passages surbaissés pour handicapés, barrières de protection des piétons sur les trottoirs).
7. Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomération.
8. Pistes cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération.

Monsieur LEBRET propose :

I- de retenir un programme d'investissement répondant aux critères suivants :

- Signalisation horizontale (passages piétons en agglomération).

Désignation	U	Q	PU	Montant
PASSAGES PIETONS				
Avenue de la Libération				
Marquage blanc (enduit à froid microbillés)	m ²	240	7,00 €	1 680,00 €
Dalles podotactiles collées	ml	70	48,00 €	3 360,00 €
Route de Lourmais				
Marquage blanc (enduit à froid microbillés)	m ²	125	7,00 €	875,00 €
Dalles podotactiles collées	ml	24	48,00 €	1 152,00 €
TOTAL HT PASSAGES PIETONS				7 067,00 €
TOTAL TTC PASSAGES PIETONS				8 452,13 €

- Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomération.

Désignation	U	Q	PU	Montant
TROTTOIRS PIETONS				
Avenue de la Libération				
terrassement pour encaissement de trottoirs	m3	462	7,00 €	3 234,00 €
<i>trottoirs piétons en enrobés hydro-décapés</i>				
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	548	9,00 €	4 932,00 €
Cloutage+émulsion	m²	1246	0,80 €	996,80 €
enrobés hydro-décapés ep 4cm	m²	1246	14,00 €	17 444,00 €
<i>trottoirs piétons en enrobés noirs</i>				
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	459	9,00 €	4 131,00 €
Cloutage+émulsion	m²	1043	0,80 €	834,40 €
enrobés 0/06ep 4cm	t	104	85,00 €	8 840,00 €
Route de Lourmais				
terrassement pour encaissement de trottoirs	m3	235	7,00 €	1 645,00 €
<i>trottoirs piétons en enrobés noirs</i>				
géotextile	m²	588	1,30 €	764,40 €
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	247	9,00 €	2 223,00 €
Cloutage+émulsion	m²	588	0,80 €	470,40 €
enrobés 0/06ep 4cm	t	55	85,00 €	4 675,00 €
TOTAL HT TROTTOIRS PIETONS				50 190,00 €
TOTAL TTC TROTTOIRS PIETONS				60 27,24 €

- Pistes cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération.

Désignation	U	Q	PU	Montant
PISTES CYCLABLES				
Avenue de la Libération				
terrassement pour encaissement de pistes cyclables	m3	200	7,00 €	1 400,00 €
<i>pistes cyclables en enrobés hydro-décapés</i>				
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	209	9,00 €	1 881,00 €
Cloutage+émulsion	m²	476	0,80 €	380,80 €
enrobés hydro-décapés ep 4cm	m²	476	14,00 €	6 664,00 €
<i>pistes cyclables en enrobés noirs</i>				
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	228	9,00 €	2 052,00 €
Cloutage+émulsion	m²	518	0,80 €	414,40 €
enrobés 0/06ep 4cm	t	52	85,00 €	4 420,00 €
<i>Marquage vert (enduit à froid microbillés)</i>				
Damier pour pistes cycles	m²	99	15,00 €	1 485,00 €
Ligne continue cycles 3u (séparation piste/trottoir/chaussée)	ml	712	1,60 €	1 139,20 €
Sigle vélos	u	13	35,00 €	455,00 €
flèches directionnelles cycles	u	13	20,00 €	260,00 €
TOTAL HT PISTES CYCLABLES				20 551,40 €
TOTAL TTC PISTES CYCLABLES				24 579,47 €

II- de solliciter l'attribution de la subvention correspondante auprès du Conseil Général.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-17) RELOCALISATION DE LA CLINIQUE – RACCORDEMENTS EU, EP, AEP ET ECLAIRAGE PUBLIC– ATTRIBUTION

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle la délibération en date du 23 Juin 2010 qui informait le Conseil Municipal du choix du cabinet INFRACONCEPT de Cesson Sévigné afin d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de divers raccordements liés à la relocalisation de la clinique, et par délibération en date du 8 Décembre 2010, a approuvé le dossier de consultation des entreprises et autorisé M Le Maire à lancer la consultation selon la procédure adaptée.

A cet effet un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé au journal Ouest-France et à la plate forme e-mégalis, le 17 Décembre 2010.

23 DCE ont été retirés et 3 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au Lundi 17 Janvier 2011 à 12h00.

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le Lundi 17 Janvier après midi et l'analyse a ensuite été réalisée par le cabinet INFRACONCEPT de Cesson Sévigné, en charge de la maîtrise d'œuvre de ce dossier.

Il est rappelé que ce marché porte sur l'attribution d'un lot unique en une seule tranche.

Suite à l'analyse effectuée par le maître d'œuvre; et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mercredi 26 Janvier 2011 à 10h45, le Pouvoir Adjudicateur a décidé:

- De déclarer le marché fructueux.
- D'attribuer le marché comme suit :

LESSARD TP
Le Port de Pierre
22510 Brehand

Pour un montant de 76 251.00 € HT, soit 91 196.20 € TTC.

Pour rappel, l'estimatif des travaux faisait état de 89 051.40 € HT, soit 106 505.47 € TTC

Le montant retenu se situe en dessous de l'enveloppe prévisionnelle de 16.79 %.

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-18) DEDOUBLEMENT DE LA CONDUITE D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ENTRE LE SITE DE PRODUCTION DE LA GENTIERE ET LE RESERVOIR DE BEL AIR – CONSULTATION DE MAITRISE D'OEUVRE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle la délibération en date du 11 février 2008 qui informait le Conseil Municipal du diagnostic du schéma directeur d'adduction d'eau potable.

Ce schéma directeur liste différents travaux dans un programme fixant les priorités d'intervention.

Après le renouvellement partiel de la conduite d'adduction de l'Avenue de la libération, dans l'attente de la mise en service des nouveaux forages du site de la Gentièrre, nécessitant une nouvelle filière de traitement, et pour répondre aux problèmes de pressions rencontrés sur l'adduction amont, principalement dans le secteur de « La Haye », une solution a été recherchée.

L'obligation de dilution sur le site de la Gentièrre est liée au mode de fonctionnement en refoulement /distribution entre l'usine et le réservoir. En effet la desserte en route des abonnés aux lieux-dits de « la Haute Bouessière, Beaumont, la Noé de Beaumont (...) » nécessite de produire une eau (ou un mélange d'eau) conforme en sortie de station.

Le schéma directeur propose de dédoubler cette conduite de refoulement afin de séparer le refoulement de la distribution. La dilution serait alors assurée dans la cuve du réservoir de Bel-Air.

La conduite actuelle de refoulement est en fonte 125, contemporaine à priori de la construction du réservoir, soit un âge de près de 70 ans. Son renouvellement est donc à envisager. Le projet est donc d'anticiper ce renouvellement en mettant en place une nouvelle conduite de refoulement entre l'usine et la station, et de conserver la conduite actuelle en distribution, soit environ 2 500 mètres linéaires de conduite Ø 125.

En effet, lorsque la nouvelle station sera mise en service, l'ancienne conduite pourra être abandonnée avec deux éventualités pour les abonnés en route (secteur Beaumont) :

- Les ramener sur le refoulement de la station, ce qui consisterait à revenir au fonctionnement actuel de refoulement/distribution ;
- Ou les raccorder sur le service haut via la création d'antennes piquées sur l'adduction en 90 le long de la D 794 (Route de VITRE).

Ceci permettra en outre d'améliorer la pression aux abonnés de ce secteur, non raccordables depuis le réservoir de Bel-Air.

Le coût prévisionnel de ces travaux s'élève à 315 000 € HT.

Afin de réaliser ceux-ci, il convient de s'adjoindre les compétences d'un maître d'œuvre, ayant des références similaires, afin de réaliser les missions suivantes :

- ESQ : esquisse
- APS : avant projet sommaire
- APD : Avant Projet Détaillé
- PRO : Projet
- ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux
- EXE : Etudes d'exécution
- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux
- AOR : Assistance lors des opérations de réception.
- Rédaction des différentes conventions de passage

Au vu de l'estimatif des travaux, le choix de la procédure pour la consultation des entreprises est la procédure adaptée.

Ce programme, présenté à la commission « Cadre de Vie - Environnement » du jeudi 20 janvier 2011, a obtenu un avis favorable.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal

- D'approuver ce projet.
- D'autoriser Le Maire à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre selon la procédure adaptée.
- De procéder à l'inscription budgétaire de cette opération
- De solliciter les aides suivantes auprès :
 - du Conseil Général
 - de la Communauté des Communes Bretagne Romantique

Entendu l'exposé de Madame GINGAT et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions énoncées ci-dessus.

11-19) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle la délibération du Conseil Municipal n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 prise en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et donnant délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 27 Novembre 2010 au 21 Janvier 2011**, et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Offre de prix HT	Montant Total TTC
1) Secteur Centre Ville 4 ^{ème} Tranche - Levé topographique	LETERTRE de Dol de Bretagne GEOMAT de Fougères D2L de Cesson Sévigné	2490.00 € 2490.00 € 1900.00 €	2978.04 € 2978.04 € 2272.40 €
2) Espace Malouas - Remplacement ballon d'eau chaude	COBAC Serge de Combours TREMORIN Didier de Combours COUVERT Daniel de Combours	6402.20 € 11 364.94 € 8943.00 €	7657.03 € 13 592.47 € 10 695.83 €
3) Salle de tennis - remplacement porte après effraction	GENTIL GLEMOT - Combours DELOURME Yvon - Combours	1156.98 € 455.90 €	1383.75 € 545.25 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-20) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rendra compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 10.51T en date du 1^{er} décembre 2010 (**DIA n° 45**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- Parcelle D n° 1454p d'une superficie de 1000 m² sise « **La Croix Chesnot** » et supportant un terrain constructible
- Arrêté n° 10.52T en date du 1^{er} décembre 2010 (**DIA n° 46**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle E n° 1052 d'une superficie de 862 m² sise « 2, rue de Bellevue » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.53T en date du 2 décembre 2010 (**DIA n° 47**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 664 d'une superficie de 203 m² sise « 31, avenue de la Libération » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.54T en date du 2 décembre 2010 (**DIA n° 48**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle D n° 1454p d'une superficie de 1000 m² sise « La Croix du Chesnot » et supportant un terrain constructible
- Arrêté n° 10.55T en date du 10 décembre 2010 (**DIA n° 49**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AI n° 359 d'une superficie de 10 m² sise « 108, avenue de la Libération » et supportant un jardin
- Arrêté n° 10.56T en date du 10 décembre 2010 (**DIA n° 50**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AI n° 357 d'une superficie de 5 m² sise « 110, avenue de la Libération » et supportant un jardin

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 35.